
La compétitivité de l'économie roumaine

La compétitivité globale de l'économie roumaine est relativement plus faible que celle des autres pays de la zone selon le classement du World Economic Forum (68^e sur 137 pays) notamment en termes d'innovation, de santé, d'éducation et d'infrastructures. A l'inverse, l'environnement macroéconomique est plutôt compétitif avec une fiscalité avantageuse. Les exportations du pays sont davantage basées sur une compétitivité prix, en raison d'un faible coût du travail (notamment relativement aux pays de l'UE), que sur une compétitivité hors-prix qui, dans l'ensemble, est relativement anémique. Compte-tenu de la taille de l'économie du pays, les parts de marché des exportations roumaines à destination de l'UE sont relativement faibles. La Roumanie est néanmoins bien positionnée en Bulgarie et en Italie sur les articles manufacturés divers (meubles, vêtements, chaussures).

1. La compétitivité globale de la Roumanie est relativement moins bonne que ses concurrents et tend à dégrader depuis 2015

Selon le classement du World Economic Forum (WEF) 2017-2018¹, la Roumanie se classe au 68^e rang sur 137 pays, en-deçà de la moyenne des pays de l'UE-13² (50). Le pays régresse de six places par rapport au classement 2016-2017, alors que la moyenne de l'UE-13 a progressé de deux places. **Parmi les 12 piliers qui composent l'indice de compétitivité du WEF, la Roumanie est mal classée dans ceux de la sophistication du business³ (116^e rang sur 137) et de l'innovation (96/137).** Les dépenses de recherche et développement (R&D) sont en effet très faibles (0,5 % du PIB en 2016) et les clusters sont encore peu développés. En outre, le pays est peu compétitif en termes de santé et d'éducation primaire (92/137). Pour illustration, la Roumanie a le plus mauvais système médical des pays européens selon l'*Euro Health Consumer Index*. L'indice du WEF souligne également la faiblesse du développement du marché financier (88/137), dont la liquidité et la capitalisation sont faibles⁴, des infrastructures de transport (83/137) et des institutions (86/137). A l'inverse, **la Roumanie est relativement bien classée selon les piliers de l'environnement macroéconomique (38/137) et de la taille de marché (41/137).** En effet, la croissance du PIB a atteint 7 % en 2017, soit la plus dynamique de l'UE. S'agissant de la taille de marché, la Roumanie est le 7^e pays le plus peuplé de l'UE, à près de 20 M d'habitants.

Outre la compétitivité globale du pays, **la Roumanie dispose une fiscalité avantageuse.** Pour illustration, l'impôt sur les sociétés est de 16 % (22 % en moyenne dans l'UE), l'impôt sur les dividendes de 5 %, les cotisations patronales de 2 %, l'impôt sur le revenu de 10 % et le taux de TVA de 19 % (20 % en moyenne dans l'UE). Par ailleurs, les secteurs de l'IT et de la R&D sont jugés stratégiques par les autorités roumaines et bénéficiaient d'avantages fiscaux supplémentaires (exemption d'impôt sur le revenu). Le secteur de l'IT est en effet un secteur très dynamique, représentant plus de 6 % du PIB (contre 5 % en France) et emploie 120 000 personnes. Toutefois, l'instabilité fiscale dans le pays est prégnante. Selon le rapport annuel de Grayling AcTrend, la Roumanie est le pays d'Europe centrale et orientale qui a voté le plus d'amendements

¹ A noter que la méthodologie du WEF est régulièrement critiquée en raison d'un faible échantillonnage et du manque de données dures.

² L'UE-13 fait référence aux 13 pays ayant intégré l'UE à compter de 2004 : Estonie, République tchèque, Malte, Pologne, Lituanie, Slovaquie, Lettonie, Hongrie, Chypre, Bulgarie, Roumanie et Croatie.

³ Correspond, entre autres, au développement des clusters, à la quantité des fournisseurs locaux et à la sophistication du processus de production.

⁴ La Bourse de Bucarest pourrait néanmoins passer du statut de « *frontier market* » à celui de « *emerging market* » de l'indice MSCI d'ici fin 2018, ce qui accroîtrait l'attractivité du pays pour les investisseurs.

législatifs entre août 2016 et août 2017 (280 sur 1040 dans la région). Près de la moitié des lois adoptées ont eu un impact direct sur les entreprises selon ce rapport, entraînant de fortes réactions de la communauté d'affaires.

La perception mitigée du pays sur le volet fiscal se reflète au niveau des IDE dont le stock est inférieur à celui des autres pays de la zone, à la fois en termes de pourcentage du PIB et en montant par habitant.

Ainsi, le stock d'IDE représente 39,8 % du PIB en Roumanie, contre 58,7 % pour la moyenne des pays de la zone, et s'élève à 3 706 EUR par habitant contre 7 451 EUR pour la moyenne des pays de la zone. A noter néanmoins que le stock d'IDE pourrait être sous-estimé compte-tenu du très grand nombre de filiales sous contrôle étranger installées en Roumanie. Selon les données IFATS de Eurostat, il y a plus de 27 000 filiales dans le pays dans les secteurs de l'industrie et des services marchands, soit presque autant qu'en France et en Allemagne (28 000), alors qu'il n'y en avait que 11 000 en 2008.

2. La compétitivité des exportations est basée sur le prix grâce à un faible coût de la main d'œuvre

2.1. La compétitivité-prix pourrait s'éroder à moyen terme en raison de l'augmentation des salaires

La Roumanie enregistre un gain de compétitivité modéré par rapport à ses partenaires depuis 2010.

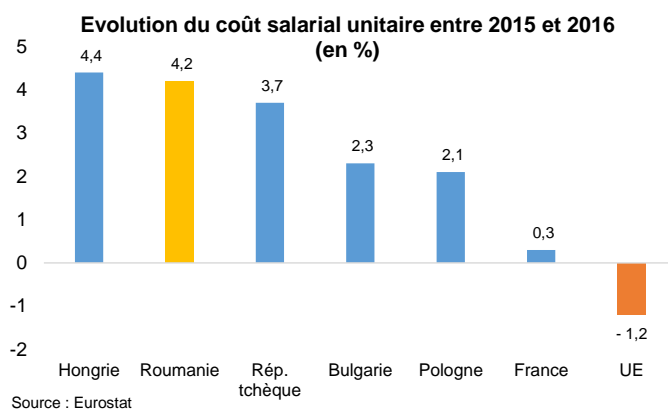
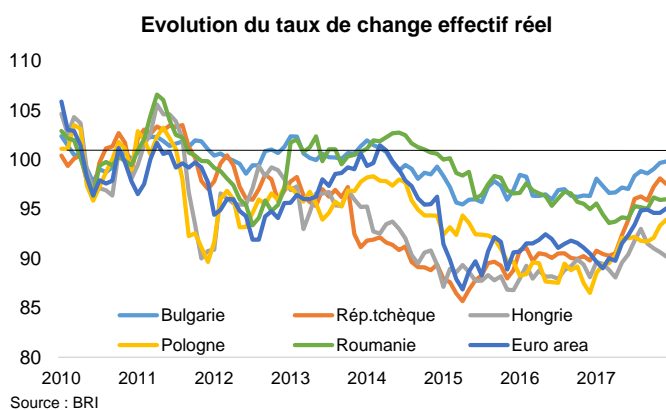
L'évolution du taux de change effectif réel (TCER)⁵ des cinq pays de la zone (Roumanie, Bulgarie, Pologne, Hongrie et République tchèque) est assez similaire dans la mesure où le principal partenaire commercial de ces pays est l'UE. Depuis 2015, les TCER de chacun de ces pays évoluent en-dessous de leur niveau de 2010, mais tendent à s'apprécier depuis 2017 (+2,6% pour la Roumanie). **A fin décembre 2017 comparé à 2010, l'évolution du TCER roumain suggère une perte de compétitivité par rapport à la Pologne et la Hongrie, mais un gain de compétitivité par rapport à la Bulgarie et la République tchèque.**

Le salaire moyen en Roumanie a rapidement et fortement progressé depuis le 1^{er} janvier 2015 en raison de la politique pro-cyclique menée par le gouvernement. Celle-ci a résulté en une hausse de 33 % du salaire mensuel net moyen, d'un doublement du salaire minimum brut (cinq hausses depuis le 1^{er} janvier 2015), ou encore d'une augmentation de 59 % dans l'éducation et de 95 % dans la santé en raison de hausses ciblées dans ces secteurs pour lutter contre l'exode de la main d'œuvre. Par conséquent, le coût du travail a fortement augmenté en 2016, +12 %, alors qu'il a progressé de 1,6 % en moyenne dans l'UE et de 8 % au maximum dans les pays de la zone. Cependant, il reste faible relativement aux autres pays de l'UE. **Le coût du travail horaire en Roumanie s'établit à 5,5 EUR, soit le deuxième plus faible coût de l'UE, après la Bulgarie** (Cf. annexe - graphique 1).

Toutefois, compte-tenu de la forte inflation salariale, on constate un décrochage de l'évolution de la productivité relativement à celle des salaires. La productivité par heure travaillée a ainsi augmenté de 6 % en 2017, alors que le salaire mensuel net moyen a progressé de 12 %. **Ce constat s'observe également dans l'évolution du coût salarial unitaire⁶** basé sur les heures travaillées. Ce dernier progresse plus rapidement en Roumanie que dans les pays de la zone (sauf Hongrie) depuis 2015.

⁵ Le TCER est mesuré comme une somme pondérée des taux de change avec les différents partenaires commerciaux et concurrents.

⁶ Le coût salarial unitaire est défini comme le coût de la main d'œuvre corrigée de la productivité.



2.2. La compétitivité hors-prix est relativement faible

Les dépenses en recherche et développement (R&D) sont très faibles en Roumanie, à 0,5 % du PIB en 2016, très en-deçà de la moyenne des pays de l'UE (2 %), et inférieures à tous les pays de la zone (Cf. annexe - graphique 2). Les dépenses en R&D des pays de la zone s'établissent entre 0,8 % du PIB en Bulgarie à 1,7 % du PIB en République tchèque. Par ailleurs, le nombre de brevets triadiques⁷ déposés en 2015 est sensiblement inférieur aux pays de la zone, hors Bulgarie. Enfin, le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur pour 1000 habitants âgés de 20-29 ans est à un niveau inférieur en Roumanie (15) comparé à la Pologne (21), la République tchèque (17) et la Slovaquie (17).

La compétitivité hors-prix peut également s'apprécier dans le niveau de gamme des biens manufacturés exportés⁸. Comme la plupart des pays émergents, la Roumanie exporte majoritairement des biens bas-moyenne gamme. Ainsi, 39 % des biens manufacturés exportés par la Roumanie sont d'un niveau de gamme bas, davantage que la Bulgarie, la République tchèque et la Hongrie. La Roumanie est toutefois mieux positionnée dans le haut de gamme, représentant 36 % des exportations totales du pays, un niveau supérieur à la Pologne, à la République tchèque, à la Slovaquie et à la Bulgarie. Ceci s'explique par une montée en gamme progressive depuis 10 ans – 31 % des biens exportés étaient de gamme haute en 2006, contre 36 % en 2015 – sous l'impulsion du développement du commerce intra-groupe.

3. Les parts de marché des exportations roumaines à destination de l'UE progressent sur dix ans mais restent dans l'ensemble relativement faibles comparé à la taille de l'économie

Sur dix ans, la part de marché des exportations de biens roumains a presque doublé au sein de l'UE et a progressé de 50 % dans le monde. En 2016, les exportations roumaines de biens représentaient 1,5 % (0,4 %) de l'ensemble des exportations de biens de l'UE (monde), contre 0,8 % (0,3 %) en 2006. Cette

⁷ Désigne un ensemble de brevets déposés dans plusieurs offices de brevet pour protéger une même invention. Les décomptes de brevets triadiques sont attribués au pays de résidence de l'inventeur et se réfèrent à la date à laquelle le brevet a été enregistré pour la première fois.

⁸ La gamme est déterminée selon l'écart de la valeur unitaire d'un produit par rapport à la médiane mondiale des valeurs unitaires. Le produit est considéré comme bas de gamme si la valeur est inférieure de 15 % à la médiane, haut de gamme s'il est supérieur de 15 % et gamme moyenne s'il est dans l'intervalle.

évolution s'explique en partie par le fait que le commerce intra-groupe s'est développé depuis l'adhésion de la Roumanie à l'UE en 2007. En effet, 70 % des exportations roumaines sont réalisées par les entreprises étrangères⁹.

Parmi les pays de la zone, la Roumanie est le seul à avoir un taux de couverture inférieur à 100 %. Ceci s'explique en partie par un faible degré d'ouverture, notamment pour un pays émergent, à 42 %. Pour comparaison, celui de la Pologne s'élève à 50 %, celui de la Hongrie à 84 %.

Sur l'ensemble des biens exportés à destination de l'UE, les parts de marché de la Roumanie sont plus faibles comparé à celles de la Pologne, la République tchèque, la Hongrie et la Slovaquie (Cf. annexe - graphique 3). Si ce résultat semble logique pour la Pologne et la République tchèque, compte-tenu de la taille de marché de leur économie et de leur proximité géographique avec l'Allemagne, il peut apparaître plus surprenant pour la Hongrie et la Slovaquie, dont la taille de marché et le PIB sont significativement inférieurs à la Roumanie.

La Roumanie est bien positionnée en Bulgarie, voire est leader, parmi les pays de la zone, sur plusieurs groupes de produits (produits agricoles et produits manufacturés). Le pays est également compétitif en Italie, notamment sur les produits manufacturés (fer et acier, fils tissus), sur les machines et matériel de transport et est leader sur les articles manufacturés divers (meubles, vêtements, chaussures). Les échanges entre les deux pays s'expliquent en partie par le fait que l'Italie soit le premier pays d'accueil de la diaspora roumaine¹⁰. Enfin, la Hongrie et la Grèce sont également d'importants débouchés pour les entreprises roumaines.

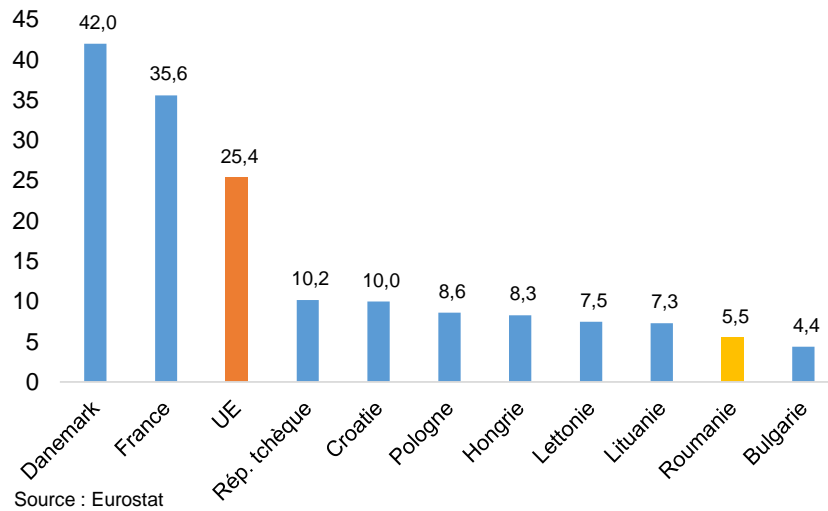
	RO	PL	CZ	HU	SK	BG
Total des produits	●	●	●	●	●	●
Produits agricoles	●	●	●	●	●	●
Produits chimiques	●	●	●	●	●	●
Articles manufacturés (cuirs, fer...)	●	●	●	●	●	●
Machines et matériel de transport	●	●	●	●	●	●
Articles manufacturés divers (meubles, vêtements...)	●	●	●	●	●	●

⁹ Selon une étude du Foreign Investors Council et de l'Université d'économie de Bucarest « FDI : development and importance in Romania ».

¹⁰ 1,1 M de roumain sont recensés en Italie, soit un quart du total de la diaspora roumaine.

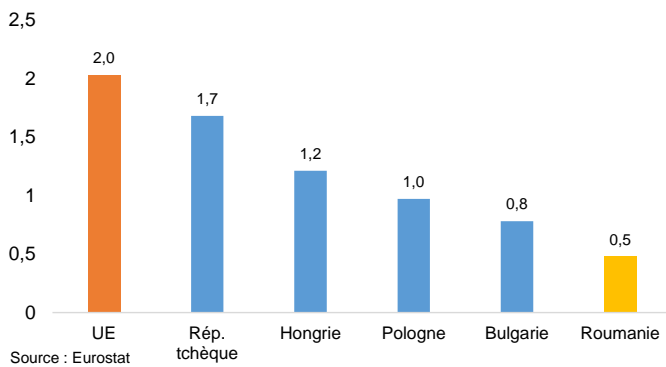
Annexes

Graphique 1. Coût du travail horaire moyen en 2016.

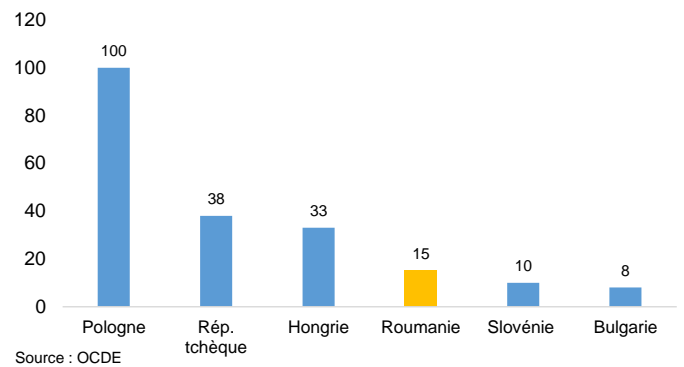


Graphique 2. Dépenses en R&D en 2016 et nombre de brevets triadiques.

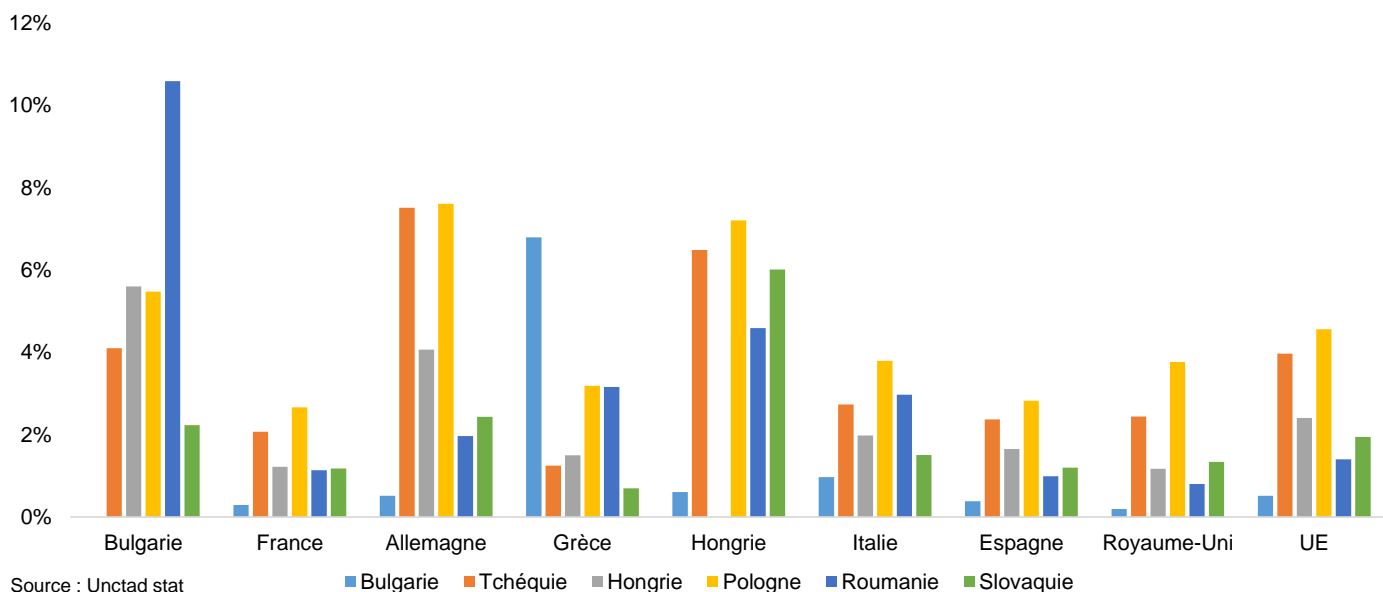
Dépenses en R&D en 2016 (% du PIB)



Nombre de brevets triadiques par pays en 2015



Graphique 3. Parts de marché à l'exportation des six pays de la zone à destination des pays de l'UE (en abscisse), pour l'ensemble des produits.



Source : Unctad stat

■ Bulgarie ■ Tchéquie ■ Hongrie ■ Pologne ■ Roumanie ■ Slovaquie

Lecture : sur l'ensemble des exportations à destination de la Bulgarie, 11% sont roumaines

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.